

Rapport de résultats 2019

**INTERVENTION : MLI1805311 - Projet
d'amélioration de l'accès à l'eau potable
et à l'assainissement dans la région de
Koulikoro**

MALI

Table des matières

1	ACRONYMES.....	4
2	APERÇU DE L'INTERVENTION	6
2.1	FICHE D'INTERVENTION.....	6
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE	7
1.1.1	<i>Pertinence.....</i>	7
1.1.2	<i>Efficacité.....</i>	7
1.1.3	<i>Efficiency</i>	8
1.1.4	<i>Durabilité potentielle.....</i>	8
1.1.5	<i>Conclusions</i>	8
3	SUIVI DES RESULTATS	10
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE	10
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel.....</i>	10
3.1.2	<i>Contexte de gestion.....</i>	10
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME	11
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	11
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	11
3.3	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 1	11
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	11
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	12
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	12
3.4	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 2	13
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	13
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	14
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	14
3.5	PERFORMANCE DE L'OUTPUT 3	14
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs.....</i>	14
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	15
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	15
4	SUIVI BUDGETAIRE.....	20

5	RISQUES ET PROBLEMES.....	21
6	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	25
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	25
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	25
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	25
7	THEMES TRANSVERSAUX.....	26
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE	26
7.2	GENRE	26
7.3	DIGITALISATION	26
7.4	EMPLOI DECENTS.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
8	LEÇONS APPRISSES.....	27
8.1	LES SUCCES	28
8.2	LES DEFIS.....	28
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE	29
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES.....	29
9	PILOTAGE.....	30
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION.....	30
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI.....	32
9.3	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES	36
9.4	RECOMMANDATIONS	36
10	ANNEXES.....	37
10.1	CRITERES DE QUALITE	37
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR.....	42
10.3	FICHES DE SUIVI DE PROCESSUS DE CHANGEMENT (OPTIONNEL).....	53
10.4	APERÇU DES MoRE RESULTS.....	53
10.5	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	54
10.6	RESSOURCES EN TERMES DE COMMUNICATION	54

1 Acronymes

ADR	Agence de Développement Régional
Admin-Fin	Administration et Finance
AEP	Adduction d'Eau Potable
AES	Adduction d'Eau Sommaire
Almadius	Bureau d'études International en Belgique
APD	Avant-Projet Détaillé
APS	Avant-Projet Sommaire
AREPK	Appui au Renforcement de l'Élevage et de l'Économie Pastorale
AUEP	Association d'Usagers d'Eau Potable
ATN	Assistant Technique National
Backstopping	Mission de support et d'appui du siège
BET	Bureau d'Études
CEDI	Croissance économique Durable et inclusive
CHA	Cadre Harmonisé de l'Aide
CMO	Convention de Mise en Œuvre
COPIL	Comité de Pilotage
CPS	Cellule de Planification statistique
CREDD	Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable du Mali
CRK	Conseil Régional de Koulikoro
CSC	Cahier Spécial de Charge
CT	Collectivités Territoriales
CTS	Comite Technique et de Suivi
DNH	Direction Nationale de l'Hydraulique
DRACPN	Direction Régionale de l'Assainissement, des Contrôles et la Pollution des Nuisances
DRH	Direction Régionale de l'Hydraulique
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification, de la Statistiques et de l'Informatique Appliquée, de l'Aménagement du Territoire et de la Population
DTF	Document Technique et Financier
E&A	Eau&Assainissement
Enabel	Agence Belge de Développement
GIE	Groupement d'Intérêt Economique

GPS	System de positionnement Géographique
IEC	Information-Education - Communication
IM	Intervention Manager
INSTAT	Institut National de la Statistique
IRC	Renforcement des capacités des institutions et des acteurs de la société civile au niveau de la région de Koulikoro et le niveau central
LCIANK	Programme de Lutte Contre l'Insécurité alimentaire et la malnutrition dans la region de Koulikoro
MATD-M	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation au Mali
M&E	Monitoring et évaluation
ODD	Objectifs de Développement Durable
ONG	Organisation Non Gouvernemental
ONG-is	ONG d'Intermédiation Sociale
OS	Objectifs Spécifiques
PDSEC	Programme de Développement Social, Economique et Culturel
PEPAK	Projet d'Amelioration de l'accès a l'eau potable et a l'assainissement dans la region de Koulikoro
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PSA	Plan Stratégique d'Assainissement
PTF	Partenaire Technique et Financier
RAFI	Responsable Administratif et Financier International
RR	Représentant Résident
SIG	Système Informatique Géographique
SIGMA	Système Informatique Géographique du Mali
SETRA	Société d'Equipement et des Travaux
SOMAGEP	Société Malienne de Gestion de l'Eau Potable
SOMAPEP	Société Malienne de Patrimoine de l'Eau Potable
STBV	Station de Traitement de Boues de Vidange
STEFI	Suivi Technique et Financier
TDR	Termes de Reference
TIC	Télécommunication-Informatique -Communication
UGP	Unité de Gestion du Projet

2 Aperçu de l'intervention

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Projet d'Amélioration de l'Accès à l'Eau Potable et à l'Assainissement dans la région de Koulikoro (PEPAK) MALI
Code de l'intervention	MLI 1805311
Localisation	Koulikoro-Mali
Budget total	8.000.000 Euros
Institution partenaire	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
Date de début de la Convention spécifique	28 décembre 2018
Date de démarrage de l'intervention/ Comité de pilotage d'ouverture	28 décembre 2018 (CMO) 30 octobre 2019 (COPIL d'ouverture)
Date prévue de fin d'exécution	27 décembre 2022
Date de fin de la Convention spécifique	27 décembre 2023
Groupes cibles	Collectivités Territoriales (Conseil Régional de la Région de Koulikoro, Mairie de Koulikoro) et les populations bénéficiaires
Impact¹	Contribuer aux ODD #3 et #6 de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la santé des populations des centres ruraux et semi-urbains dans la région de Koulikoro, par un service public de l'eau et de l'assainissement durable.
Outcome	L'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations de la ville de Koulikoro et des centres ruraux et semi-urbains de la région sont améliorés durablement.
Outputs	Résultat 1 : La desserte en eau potable pour les populations des 13 centres ruraux et semi-urbains est améliorée
	Résultat 2 : Une gestion inclusive et pérenne du service public de l'eau est assurée au niveau des centres bénéficiaires de système d'AEP, dans le respect des fonctions des communes, des AUEP, des opérateurs privés et des autorités de régulation
	Résultat 3 : les conditions d'hygiène et d'assainissement des populations de 13 centres secondaires sont améliorées grâce à la mise en place de latrines communautaires fonctionnelles
	Résultat 4 : Des infrastructures collectives de gestion des excréta et gadoues sont mises en place par la Commune Urbaine de Koulikoro en cohérence avec son PDSEC

¹ L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté
Rapport des résultats

	Résultat 5 : une gestion inclusive et pérenne du service public d'assainissement collectif des boues de vidange de la Commune Urbaine de Koulikoro est assurée dans le respect de la maîtrise d'ouvrage locale, du rôle des usagers et autorités de régulation.
	Résultat 6 : Une filière d'assainissement des déchets liquides, structurée et renforcée, facilite la collecte, le transport, l'évacuation et la valorisation des boues de vidange de la ville de Koulikoro
Année couverte par le rapport	1er janvier 2019-31 décembre 2019

2.2 Auto-évaluation de la performance

1.1.1 Pertinence

Pertinence	Performance
Note totale	A

Le PEPAK contribue aussi aux ODD #3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge) et #6 (Garantir l'accès à tous des services d'alimentation en eau et d'assainissement gérés de façon durable) et à l'amélioration de la santé des populations des centres ruraux et semi-urbains dans la région de Koulikoro, par un service public de l'eau et de l'assainissement durable.

Ce projet est cohérent avec Cadre stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable du Mali dont l'objectif spécifique n°25 vise à « Promouvoir l'accès à l'eau et à l'assainissement et garantir un cadre de vie sain et hygiénique. En outre il s'inscrit dans le cadre du respect d'un droit constitutionnel pour les citoyens et d'un devoir constitutionnel pour l'Etat car la Constitution malienne reconnaît le « Droit à un environnement sain; Protection / défense de l'environnement et la promotion de la qualité de vie ». Le PEPAK renforce les capacités des collectivités territoriales de la Région de Koulikoro dans la fourniture de services publics d'eau et de l'assainissement ainsi que la **lutte contre les pollutions et nuisances dans la limite des compétences à elles dévolues par les Lois et Règlements en vigueur. Ainsi sa réalisation permettra à ces collectivités de respecter les droits des citoyennes et citoyennes de cette région à avoir un accès durable à une eau potable et à l'assainissement.**

1.1.2 Efficacité

Efficacité	Performance
Note totale	B

Cette première année d'exécution a été caractérisée par une période de démarrage de 10 mois au lieu d'un semestre. Cette situation s'explique essentiellement par un délai important pris dans le recrutement et la mise en place des membres de l'équipe opérationnelle. La disponibilité des ressources humaines clé du Projet était nécessaire avant d'élaborer le cadre de suivi des résultats (Baseline) et l'actualisation de la planification opérationnelle et financière. Ainsi donc le Comité de Pilotage du démarrage du Projet s'est tenu le 31 octobre 2019.

En conséquence la phase de mise en PEPAK en 2020, ne porte que sur les mois de novembre et décembre consacrés à des activités de lancement des opérations sur le terrain. La quasi-totalité de ces activités préliminaires prévues ont été réalisées conformément à cette programmation.

Les activités et les outputs s'adaptent parfaitement eu égard à la pertinence et la cohérence entre les différents éléments de la théorie de changements mise en exergue par toutes les parties prenantes lors de l'atelier participatif d'élaboration du cadre de suivi-évaluation du PEPAK.

Il est très tôt pour se prononcer par rapport à l'atteinte de l'Outcome vu que la montée en puissance de sa mise en œuvre n'interviendra qu'en 2020.

1.1.3 Efficience

Efficience	Performance
Note totale	B

La mise en place de l'équipe du projet est intervenue tardivement (mai à décembre) à cause des contraintes multiples (grille salariale notamment) qui a amené l'Unité de Coordination et la Représentation à trouver d'autres alternatives ; Toutefois durant cette longue période de démarrage des ajustements importants ont été apportés à la logique d'intervention du Projet et l'approfondissement de sa théorie de changement s'avèrent pertinents pour l'atteinte des résultats de développement en matière d'assainissement.

Dans l'ensemble la planification opérationnelle et financière a été respectée. Toutefois au niveau des moyens généraux, l'acquisition de certains équipements de travail (micro-projecteur, GPS, imprimante, etc) n'ont pu être réalisées à hauteur de souhait à cause de limites d'une sous-estimation de la ligne budgétaire correspondante.. Des mesures correctives doivent être prises afin l'acquisition des équipements de travail nécessaires au bon fonctionnement de l'équipe opérationnelle du PEPAK.

1.1.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

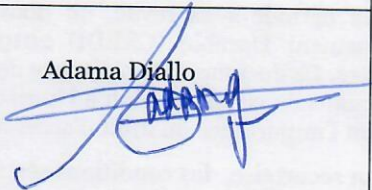
La durabilité du PEPAK est potentiellement assurée par les collectivités territoriales et leurs redevabilités envers les citoyens et citoyennes ainsi que la participation responsable des usagers de l'eau et de l'assainissement. Les domaines de changements, les risques et hypothèses ont été discutés et internalisés par l'ensemble des catégories des parties prenantes à la mise en œuvre du PEPAK permettant ainsi d'affirmer qu'une base de travail solide permettant d'assurer la pérennité des investissements existe.

1.1.5 Conclusions

- Le PEPAK répond aux besoins et attentes des populations de la Région de Koulikoro tout en étant cohérent avec le CREDD, les ODD et le programme de coopération Mali-Belgique ;
- Le PEPAK est entré dans sa phase de mise en œuvre effective à partir du 30 octobre 2019, date de tenue de son Comité de Pilotage de démarrage ;
- Le Comité Technique de Suivi composé des représentants des collectivités territoriales, services techniques déconcentrés de l'Etat et Organisations de la Société Civile constitue un cadre

technique de concertation et d'échanges permettant de renforcer la durabilité du Projet et qualité de la participation de ces parties prenantes dans l'exercice de leurs rôles respectifs.

- L'exercice participatif d'actualisation de la Baseline et la finalisation du Cadre de Résultat ont permis d'apporter des ajustements qualitatifs à la logique d'intervention du PEPAK et l'approfondissement de ses domaines de changement.

Fonctionnaire exécution nationale ²	Intervention Manager Enabel Mali ³
Abdoulaye Diarra 	Adama Diallo 

3 Suivi des résultats⁴

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte general et institutional

Le contexte général a été marqué par le démarrage du Projet d'Amélioration de l'Accès à l'Eau Potable et à l'Assainissement renforçant ainsi la dynamique engagée dans la mise en œuvre du programme bilatéral. Le contexte général de l'intervention initialement évoqué dans le DTF n'a pas énormément évolué au cours de l'année 2019 tant au niveau des politiques, des priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires (accès des populations aux services socio de bases).

Durant la période sous revue, un nouveau Cadre Stratégique pour la Relance Economique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023) a été élaboré par l'Etat Malien avec l'appui des partenaires. Ce document de référence des politiques et stratégies de développement au Mali est fondé sur une nouvelle vision du Mali à l'horizon 2040 qui réaffirme la volonté d'atteindre les ODD tout en soulignant l'importance du droit d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Su le plan securitaire, les conditions sécuritaires restent difficiles par rapport à l'accès des équipes des différentes interventions à certaines localités de la région de Koulikoro, notamment au niveau des cercles de Nara et Banamba.

En décembre 2019, dans le cadre de la synergie avec AREPK et LCIANK, toutes les équipes d'interventions du programme bilatéral ont bénéficié d'une formation en sécurité et les principes humanitaires. Suite à cette formation, des mesures sécuritaires ont été prises au niveau des bureaux, des assistants techniques internationales et pour les déplacements sur le terrain (acquisition de matériels, équipements, règles de prudence, formation du personnel notamment).

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

Etant à la phase de démarrage, le PEPAK n'a eu à conclure aucun accord/contrat pour la mise en œuvre de son plan opérationnel 2019. En effet, pour la mise en œuvre du planning opérationnel 2020, il est prévu de mobiliser une expertise d'un bureau d'études via le contrat – cadre Enabel (ALMADIUS) afin valider le concept de STBV sur le plan technique et élaborer les documents techniques (APD, APS) permettant de lancer l'appel d'offres en mars /avril 2020 de manière à ce que les travaux de construction puissent débuter en octobre 2020.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Dans le cadre du pilotage du projet, le règlement d'ordre intérieur du comité de pilotage est approuvé à l'unanimité sous réserve d'insérer un article sur la prise en charge des membres des différentes sessions, tenue le 31 octobre 2019 dans la salle de conférence du Gouvernorat de Koulikoro. Au cours de cette session, le comité de pilotage a pris plusieurs décisions (voir en annexe) allant dans le sens de la mise en œuvre efficace et efficiente du PEPAK.

⁴ « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.

3.2 Performance de l'outcome



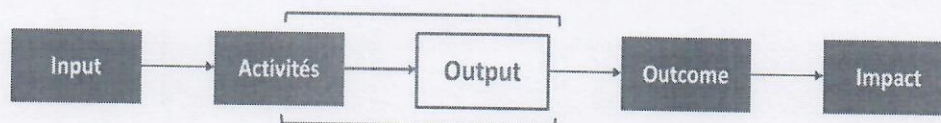
3.2.1 Progrès des indicateurs⁵

Outcome⁶ : L'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations de la ville de Koulikoro et des centres ruraux et semi-urbains de la région sont améliorés durablement.					
Indicateurs/marqueurs de progrès⁷	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Taux d'accès à l'eau potable des populations dans les 13 centres ruraux et semi-urbains ciblés par le projet	60%	60%	60%	60%	100%
Nombre de personnes ayant accès à l'Assainissement adéquat dans les 13 centres ruraux et semi-urbains et dans la ville de Koulikoro.	nd	0	0	0	53000
Niveau de satisfaction des populations des 13 centres ruraux et semi-urbains et de la ville de Koulikoro par rapport à l'accès à l'Eau Potable et à l'assainissement	Insatisfait	Insatisfait	Insatisfait	Insatisfait	Satisfait

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Au stade actuel de mise en œuvre du PEPAK, les progrès réalisés par rapport à l'atteinte de l'outcome ne sont pas mesurables. Les progrès réalisés se limitent seulement à quelques extrants (produits) ci-dessous qui concourent faiblement à l'atteinte des outputs.

3.3 Performance de l'output¹⁸



3.3.1 Progrès des indicateurs

⁵ Vous pouvez utiliser le tableau fourni ou le remplacer par votre propre format de matrice de monitoring. Ajouter/supprimer des colonnes en fonction du contexte (certaines interventions devront ajouter des colonnes pour les années précédentes, tandis que d'autres – nouvelles – interventions n'auront pas encore de valeur pour l'année précédente).

⁶ Reprendre la formulation de l'outcome, telle qu'elle figure dans le cadre logique (DTF).

⁷ Reprendre les indicateurs, tels qu'ils figurent dans le cadre logique (du DTF ou de la dernière version du cadre logique)

⁸ Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires.

En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

Rapport des résultats

Output 1 : La desserte en eau potable pour les populations des 13 centres ruraux et semi-urbains est améliorée.					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre d'AEP / AES fonctionnelles	0	0	0	0	13
Nombre de pompes doseuses fonctionnelles	0	0	0	0	13
Nombre de test de potabilité effectué par centre par an	0	0	0	0	2

3.3.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités ⁹	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées¹⁰	En sérieux retard¹¹
1. A0101 Réalisation études techniques, socio-économique et suivi travaux AEP		x		
2. A0102 Travaux de sécurisation de la ressource (forage)		x		
3. A0103 Réalisation des adductions d'eau potable		x		

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Le résultat 1 est dédié à l'amélioration de la desserte en eau potable pour les populations des 13 centres ruraux et semi-urbains retenus pour les AEP/AES.

Pour atteindre ce résultat trois actions phares étaient programmées au cours de la période. Il s'agit de :

- 1- la réalisation études techniques, socio-économique et suivi travaux AEP ;
- 2- la réalisation des travaux de sécurisation de la ressource (forage) ;
- 3- la réalisation des adductions d'eau potable.

Les progrès réalisés durant la période par rapport à l'atteinte de ce résultat s'articulent autour de l'élaboration et la validation du rapport cadre de suivi-évaluation des résultats et fait le lien entre la formulation et la mise en œuvre de l'intervention. Il vise à guider le pilotage, la gestion, la planification opérationnelle et le suivi-évaluation de la mise en œuvre tout en garantissant son appropriation par les parties prenantes pour une compréhension commune de l'intervention dès sa phase de mise en œuvre.

Il s'agit donc d'un processus participatif d'élaboration du cadre de suivi-évaluation et de la situation de référence (Baseline) avec la participation des différentes parties prenantes.

Le présent Rapport Cadre de suivi et d'évaluation constitue le produit final de ce processus qui s'est étalé sur une longue période allant de la période de formulation du PEPAK jusqu'à sa période de démarrage effectif.

¹⁰ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

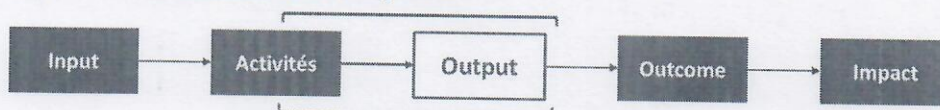
¹¹ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.
Rapport des résultats

Par ailleurs, l'intervention a finalisé le processus de recrutement du staff du projet, ainsi que l'impression du Dépliant pour une meilleure appropriation du contenu du projet par les acteurs et les partenaires.

Ensuite, il y a eu la tenue du 1^{er} Comité de Pilotage (CoPil) le 31 octobre 2019 pour acter le démarrage du projet et par la suite le suivi de la mise en œuvre des décisions prises par le CoPil a été réalisé par l'équipe avec l'appui du responsable CEDI.

En décembre 2019, il y a eu la signature de la lettre de notification définitive du marché relatif aux travaux de sécurisation des ressources en eau des 20 centres ruraux et semi-urbains retenus pour les centres AEP/AES par l'entreprise adjudicataire du marché (entreprise SETRA). Pour terminer, l'équipe a élaboré un projet de TDR pour les études techniques, socio-économiques pour le volet Eau.

3.4 Performance de l'output 2¹²



3.4.1 Progrès des indicateurs

Output 2 : Une gestion inclusive et pérenne du service public de l'eau est assurée au niveau des centres bénéficiaires de système d'AEP, dans le respect des fonctions des communes, des AUEP, des opérateurs privés et des autorités de régulation.					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre d'AUEP/Délégataires privés d'AEP/AES fonctionnelles	0	0	0	0	13
Nombre de contrats de délégation de service public de l'eau potable signés entre la commune et les autres acteurs de l'eau	0	0	0	0	13
Existence de cadre de concertation périodique (semestriel) fonctionnel entre les acteurs/partenaires	non	non	non	non	oui
Taux de représentativité des femmes au sein des instances de prises de décisions et de gestion (AUEP, Délégataire privé) au niveau des AEP/AES	0	0	0	0	30

¹² Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires). En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

3.4.2 État d'avancement des principales activités

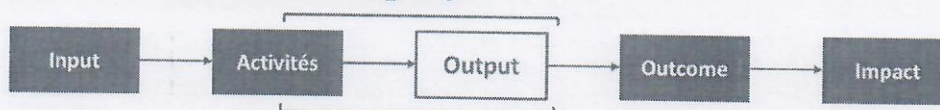
État d'avancement des <u>principales</u> activités ¹³	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardés ¹⁴	En sérieux retard ¹⁵
A.2.1 Mesures d'accompagnement IEC pour les communes bénéficiaires d'une nouvelle AEP ;		x		
A.2.2 : Suivi technique et financier de la gestion des AES/AEP par STEFI.		x		

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Durant la période de rapportage, on constate qu'aucun progrès n'est mesurable par rapport à l'atteinte de cet output. Cela s'explique par le fait que la mise en œuvre des activités étaient conditionnées à un certain nombre de préalables auxquelles l'intervention a dû faire face. Il s'agit entre autres : (i) élaboration d'un projet de TDR pour l'ingénierie sociale de l'eau et de l'assainissement, (ii) réalisation des missions d'information et d'échanges avec les acteurs locaux sur le terrain (iii) rencontre d'informations et d'échanges avec le Conseil Régional de Koulikoro en tant que porteur institutionnel du projet.

Les mesures d'accompagnement (IEC) pour les nouvelles communes bénéficiaires d'une AEP seront mesurables en 2020 et les résultats escomptés (positifs ou négatifs) seront observés en lien avec la mise en œuvre des activités prévues.

3.5 Performance de l'output 3¹⁶



3.5.1 Progrès des indicateurs

¹⁴ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

¹⁵ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

¹⁶ Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires. En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

Output 3 : Les conditions d'hygiène et d'assainissement des populations de 13 centres secondaires sont améliorées grâce à la mise en place de latrines communautaires fonctionnelles.

Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre de latrines communautaires (3 blocs) fonctionnelles dans les 13 centres bénéficiaires d'AEP/AES, prenant en compte le genre	47	47	0	0	86
Nombre d'usagers des latrines formés et sensibilisés sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène/d'assainissement	0	0	0	0	91

En 2019, aucun indicateur n'est mesurable sur cet output et les progrès réalisés se limitent seulement à quelques extrants (produits) ci-dessous qui concourent faiblement à l'atteinte des outputs.

Les progrès sont attendus en 2020, via la construction des latrines communautaires et la réalisation des activités de sensibilisation et d'information sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement.

3.5.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 17	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ¹⁸	En sérieux retard ¹⁹
A.03.0.1 : Réalisation de latrines communautaires (bloc 3 portes) liées aux centres AEP (travaux) ;		x		
A.03.0.2 : Mise en place du mode de gestion fonctionnel et pérenne.		x		

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Pendant la période de rapportage, il n'y a pas eu de réalisation physique et aucun résultat n'est mesurable. Cela s'explique par le fait que l'équipe opérationnelle a été mise en place vers la fin de

¹⁸ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

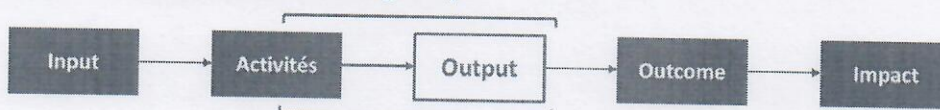
¹⁹ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.
Rapport des résultats

l'année (décembre 2019) pour conduire la mise en œuvre des activités préalables qui concourent à l'atteinte de cet indicateur de résultats.

Nonobstant cela, l'intervention a réalisé quelques activités préalables (produits), via l'élaboration d'un projet de TDR pour le recrutement d'une entreprise de construction des latrines communautaires au niveau des centres AEP/AES et de la ville de Koulikoro.

Les progrès tangibles mesurables par rapport à l'atteinte de l'output sont attendus pendant les tranches 1&2 (2020 et 2021) et seront observés en lien avec la mise en œuvre des activités prévues.

3.6 Performance de l'output 4²⁰



3.6.1 Progrès des indicateurs

Output 4 : Des infrastructures collectives de gestion des excréta et gadoues sont mises en place par la Commune Urbaine de Koulikoro en cohérence avec son PDSEC.

Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Nombre de latrines communautaires fonctionnelles dans la ville de Koulikoro prenant en compte le genre	35	35	0	0	50
Nombre de station de boue de vidange répondant aux normes environnementales et sanitaires	0	0	0	0	1

3.6.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 21	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées 22	En sérieux retard 23
1. AO401 Réalisation des études techniques		x		

²⁰ Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires). En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

²² Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

²³ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises. Rapport des résultats

2. AO402 Construction de la STBV (accès, sécurisation site, station STBV, fourniture équipement)		x		
3. AO403 Suivi des travaux de la STBV par l'UGP et la mairie		x		
4. AO404 Construction de 15 latrines communautaires dans la ville de Koulikoro	x			

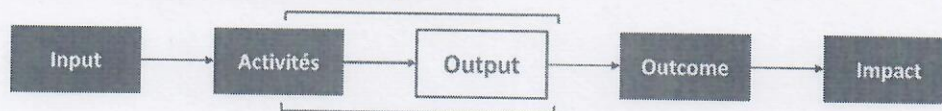
3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Il est prématuré de se prononcer sur des progrès réalisés en deux mois de mise en œuvre effective du PEPAK. Au cours de la période de rapportage, on constate qu'aucune réalisation physique n'a été programmée et réalisée sur le terrain.

Toutefois les tâches préalables ont été entreprises durant la période sous revue : (i) TDR pour la réalisation des études d'impacts environnemental et social (EIES) : (ii) TDR pour le recrutement d'une ONG pour l'ingénierie sociale autour de 16 latrines et la filière boues de vidange ; (iii) la réalisation d'une mission d'appui technique d'Enabel Siège sur le volet assainissement du PEPAK. Cette mission de Backstopping a été réalisée dans la ville de Koulikoro au niveau des zones critiques (taudis de sable, places publiques, ...) et a permis de comprendre avec les futurs bénéficiaires la problématique de l'assainissement (liquide et solide).

L'année 2020 verra la construction des latrines communautaires, les activités de sensibilisation, d'information et de renforcement de capacités des acteurs en vue d'améliorer un changement de comportement durable.

3.7 Performance de l'output 5²⁴



3.7.1 Progrès des indicateurs

Output 5 : Une gestion inclusive et pérenne du service public d'assainissement collectif des boues de vidange de la Commune Urbaine de Koulikoro est assurée dans le respect de la maîtrise d'ouvrage locale, du rôle des usagers et autorités de régulation.

Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Existence d'une convention de délégation de gestion signée entre le maître d'ouvrage et le gestionnaire de la STBV	non	non	non	non	oui

²⁴ Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires. En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

Existence de services publics communaux fonctionnels en matière de voirie, hygiène et assainissement	non	non	oui	oui	oui
Taux d'exécution du Plan de Gestion environnementale et sociale (PGES) de la STBV	0	0	0	0	60
Volume de boue traité par an	0	0	0	0	2000
Volume des sous – produits valorisés par la STBV	0	0	0	0	100

Il est prématuré de se prononcer sur des progrès réalisés en deux mois de mise en œuvre effective du PEPAK. Au cours de la période de rapportage, on constate qu'aucune réalisation physique n'a été programmée et réalisée sur le terrain.

Il est important de souligner que vu l'importance accordée aux interventions du PEPAK, la Mairie de Koulikoro a pris l'initiative de renforcer les capacités organisationnelles et logistique de ses services techniques en charge de l'assainissement. Ainsi il a rendu opérationnel le service d'hygiène et d'assainissement par sa dotation en moyens logistiques : un (01) Véhicule tout terrain neuf et quatre (04) Motos neuves.

A partir de 2020 il est prévu de renforcer cette dynamique à travers une convention de subsides avec la mairie de Koulikoro pour un renforcement des capacités organisationnelles des services locaux d'eau / assainissement et brigade d'assainissement de la ville de Koulikoro : (logistique, équipement, police sanitaire, cartographie des sites insalubres à prendre en compte dans la filières de déchet liquides, ...)

3.7.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 25	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les délais	Retardées ²⁶	En sérieux retard ²⁷
1. AO501 Appui à la maîtrise d'ouvrage locale d'infrastructures d'assainissement public		X		
2. AO502 Appui à la contractualisation des relations avec les usagers d'assainissement et autorités de régulation pour une gestion durable et inclusive des ouvrages d'assainissement		X		

3.7.3 Analyse des progrès réalisés

²⁶ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

²⁷ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.
Rapport des résultats

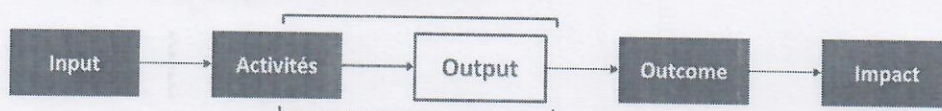
L'équipe opérationnelle a réalisé quelques d'activités préalables qui concourt à l'attinte de ce résultat. Il s'agit de la mission d'appui/support qui s'est déroulée en décembre 2019 dans les bureaux de l'UGP/Enabel. La mission avait comme objectifs :

- *Apporter un appui technique à l'équipe opérationnelle dans la préparation et / ou la mise en œuvre des études socio-économiques et techniques pour la réalisation d'infrastructures d'assainissement, notamment affiner avec l'équipe du projet la planification et la stratégie ;*
- *Apporter un appui technique à la préparation du contenu d'appels à propositions pour le recrutement d'une ONG en charge de l'ingénierie sociale des latrines et gestion des déchets liquides ainsi que l'appui au développement de la filière boues de vidanges dans la Commune urbaine de Koulikoro.*

La mission d'appui a permis d'échanger avec l'équipe opérationnelle et les partenaires clés de l'assainissement (quelques membres du CTS) pour la préparation du contenu d'appels à proposition pour le recrutement d'une ONG en charge de l'ingénierie sociale des latrines et gestion des déchets solides ainsi que l'appui au développement de la filière Boues de vidange dans la commune urbaine de Koulikoro.

Par ailleurs, en 2019, l'équipe opérationnelle du PEPAK a pu accéder à une documentation importante à savoir le u Plan Stratégique d'assainissement (PSA) de la ville de Koulikoro afin de renforcer son alignement à ce document d'orientation stratégique de cette commune.

3.8 Performance de l'output 6²⁸



3.8.1 Progrès des indicateurs

Output 6 : Une filière d'assainissement des déchets liquides, structurée et renforcée, facilite la collecte, le transport, l'évacuation et la valorisation des boues de vidange de la ville de Koulikoro					
Indicateurs	Valeur de base	Valeur année précédente	Valeur année rapportage	Cible année rapport	Cible finale
Existence d'un changement de comportement favorable à l'hygiène et à l'assainissement	Non	non	non	non	oui
Existence de cadre de concertation périodique formel et fonctionnel entre les acteurs de la filière	Non	non	non	non	oui

²⁸ Le template prévoit jusqu'à 3 outputs (chapitres 2.2, 2.3 et 2.4). Si l'intervention compte plus d'outputs, simplement copier et coller les chapitres supplémentaires relatifs aux outputs. Si l'intervention compte moins de 3 outputs, simplement supprimer les chapitres non nécessaires. En ce qui concerne le niveau de l'outcome, vous pouvez aussi remplacer ce tableau par le propre format de l'intervention (p.ex., de votre outil de monitoring opérationnel)

Existence d'une filière de boue de vidange fonctionnelle	Non	non	non	non	oui
Nombre de conventions de délégation de gestion signées entre le maître d'ouvrage et les autres prestataires	0	0	0	0	2
Nombre de conventions signées entre les acteurs de la filière	0	0	0	0	4
Nombre de vidangeurs formés à la réglementation et à la collecte hygiénique	0	0	0	0	20

Il est prématuré de se prononcer sur des progrès réalisés en deux mois de mise en œuvre effective du PEPAK. Au cours de la période de rapportage, on constate qu'aucune réalisation physique n'a été programmée et réalisée sur le terrain.

L'analyse du tableau ci-dessous indique aucun indicateur n'a été atteint en 2019. L'exécution de ce résultat connaîtra une montée en puissance à partir de 2020, à travers une ONG d'intermédiation sociale qui sera subsidiée pour la réalisation des activités de sensibilisation, d'information et de promotion de la filière boue de vidange.

3.8.2 État d'avancement des principales activités

État d'avancement des principales activités 29	État d'avancement Les activités sont :			
	En avance	Dans les Délais	Retardées 30	En sérieux retard 31
1. AO601 Mesures d'accompagnement à la mise en place de la filière de traitement et valorisation des sous-produits		x		
2. AO602 Contrôle qualité et appui conseil à la filière de traitement et à la valorisation des sous-produits		x		

3.8.3 Analyse des progrès réalisés

Aucun indicateur de suivi n'a été enregistré en lien avec la mise en œuvre des activités prévues. Les progrès mesurables sont attendus pendant la 2^{ème} tranche de mise en œuvre du projet, via la réalisation des latrines communautaires et les activités de sensibilisations et d'information sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène et d'assainissement.

³⁰ Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises

³¹ Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.
Rapport des résultats

4 Suivi budgétaire

	Budget	Dépenses	Solde	Taux de déboursement à la fin de l'année 2019
		Année 2019		
Total	8 000 000	200 062	7 799 938	3%
Output 1	5 500 600	138	5 500 462	0%
Output 2	916 600	-	916 600	0%
Réserve	330 000	-	330 000	0%
Moyens généraux	1 252 800	199 924	1 052 876	16%

Le taux d'exécution budgétaire de la programmation 2019 est de 86% (**200 062 euros dépensés sur une prévision de 232 403 euros**). Le niveau d'exécution budgétaire de la programmation financière 2019 du projet amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement est meilleure.

5 Risques et problèmes

Les risques identifiés initialement dans le DTF et assortis d'actions ont été modifiés par le comité technique de suivi et d'autres partenaires et approuvés par le comité de pilotage en sa première session, tenue le 31 octobre 2019.

L'analyse des risques de l'intervention est enregistrée dans Pilot. Le rapport de résultats d'intervention reprend l'extrait de Pilot (gestion des risques). D'ores et déjà certains risques ont subi un début de traitement, notamment le risque relatif à "Investir dans un secteur novateur (assainissement urbain), peu attractif et de manque d'intérêt des PTF au Mali constitue en soi même un risque de développement pour les populations ayant le droit à un Environnement sain et Enabel en cas d'échec » pour lequel certaines actions sont mises en œuvre à savoir :

- ❖ le recrutement d'un ATN assainissement;
- ❖ la réalisation d'une première mission d'expertise perle en vue d'appuyer techniquement l'équipe opérationnelle du PEPAK pour la mise en place de la filière de traitement de boues de vidanges et peaufine la stratégie de mise en œuvre du volet assainissement;
- ❖ et la tenue d'un atelier de restitution d'une étude sur la maîtrise d'ouvrage locale réalisée par l'ADR via le financement de l'IRC.

Identification des risques			Analyse des risques			Traitement des risques			Suivi des risques	
Description du risque	Période d'identification	Catégorie de risque	Probabilité	Impact potentiel	Total	Action(s)	Resp.	Date limite	Progression	Statut
Une situation sécuritaire instable au niveau des centres retenus pourrait engendrer des conséquences sur la réalisation et la gestion durable d'infrastructures d'eau potable (retards dans la réalisation d'études / travaux, arrêts des travaux,	28/12/2018	OPS	Moyen	Haute	Haute	Flexibilité dans le ciblage géographique permettant de délocaliser les activités dont le déroulement n'est plus possible à cause de l'insécurité	N/A	30/09/2022		Prévu
Nombre insuffisant d'entreprises avec les compétences requises répondant aux AO de travaux peut se traduire par des marchés infructueux ou des défauts d'exécution sources de contentieux avec le PEPAK et autres parties prenantes.	28/12/2018	OPS	Faible	Moyen	Moyen	Au-delà d'une procédure administrative et financière d'analyse des soumissions, il est important de s'assurer (à travers une enquête légère) que les entreprises de travaux disposent réellement des matériels, équipements, ressources humaines qualifiées et une solidité financière leur permettant de respecter les engagements contractuels pris.	N/A	31/12/2020		Prévu
Défaillances de certaines entreprises à réaliser les travaux dans le délai	28/12/2018	OPS	Moyen	Moyen	Moyen	Lancement recrutements dès approbation du DTF sur la base d'une procédure de pré qualification d'entreprises disposant de réelles capacités d'exécution des travaux d'AEP / AES	N/A	31/12/2021		Prévu

								Application des pénalités prévues dans les contrats	N/A	31/12/2021		Prévu
								Inscription des entreprises défaillantes sur une liste noire du PEPAK et des CT	N/A	31/12/2021		Prévu
Une faible qualité de portage institutionnel et de compétence des CT peut compromettre la délégation du service public de l'eau et sa pérennité	30/09/2019	DEV	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen	Engagement réel des acteurs dans la mise en œuvre de schéma de délégation du service public	N/A	30/09/2022			Prévu
Un faible fonctionnement et portage technique des services locaux (voirie, assainissement) de la commune urbaine de Koulikoro peut compromettre la durabilité des investissements (latrines, STBV)	30/09/2019	DEV	Moyen	Moyen	Moyen	Moyen	Le développement des compétences des ressources humaines des principales parties prenantes impliquées dans les services publics de l'eau et de l'assainissement (CT, DRH, DRACPN, AUEP et ADR)	N/A	30/09/2022			Prévu
Investir dans un secteur novateur (assainissement urbain), peu attractif et de manque d'intérêt des PTF au Mali constitue en soi même un risque de développement pour les populations ayant le droit à un Environnement sain et Enabel en cas d'échec	28/12/2018	DEV	Moyen	Haute	Haute	Haute	Prévoir une assistance technique perçue à l'équipe opérationnelle légère déployée sur le terrain afin de renforcer la qualité et l'efficacité de la mise en œuvre	N/A	30/09/2022			En cours
							Développer une plus grande flexibilité dans la gestion des processus et la conduite de cette action pilote pouvant créer un effet levier dans la mise en œuvre du Plan Stratégique d'assainissement de la ville de Koulikoro	N/A	30/09/2022			Prévu
							Prévoir un ATN Assainissement	N/A	31/12/2019		Recrutement effectué	Accompli

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Dans le cadre du programme bilatéral Mali, la synergie et complémentarité se développent de façon progressive et s'est concrétisée avec la mutualisation des ressources humaines entre plusieurs interventions du programme bilatéral Mali, via les ATN en suivi et évaluation, les ATN en TIC et en Genre. En 2019, la synergie initiée avec l'intervention AREPK portait sur l'intégration des réalisations physiques des infrastructures d'eau et d'assainissement du PEPAK dans les PDSEC des Collectivités Territoriales (CT) concernées et sur l'extension de l'alimentation en eau de la ville de Nara / branchements sociaux à partir du forage pastoral de AREPK (débit exceptionnel de 50 m³/h dans cette zone) dont le financement sera assuré par le PEPAK.

Autre synergie développée par l'intervention a porté sur l'organisation à Fana-Koulikoro d'un atelier interne avec toutes les interventions du Programme Bilatéral du 18 au 21 juin 2019. L'atelier avait pour but de contribuer au lancement des activités du PEPAK au niveau de la Région de Koulikoro dans un cadre participatif tout en renforçant les relations de synergies et de complémentarité au sein du Programme bilatéral.

De façon spécifique, il s'agissait d'assurer l'internalisation, et l'appropriation du contenu du PEPAK par les membres de l'équipe opérationnelle du PEPAK et de renforcer les relations de synergies et de complémentarités entre les interventions du Programme bilatéral sur la thématique « eau / assainissement »

6.2 Avec les projets pour tiers

Des missions pour mandants tiers sont exécutées par le programme bilatéral Mali et contribuent à accroître l'impact de la Belgique dans la coopération au développement. Dans le cadre de l'intervention PEPAK en 2019, aucune activité n'a été mise en œuvre pour mandants tiers qui ont une/des synergies avec l'intervention.

Par rapport au pilier n°1 de la stratégie de coopération Mali-Belgique, les interventions PEPAK, PAECIS et IRC en cours dans la Région de Koulikoro s'inscrivent de façon harmonieuse dans cette stratégie axée sur l'amélioration de la qualité de services publics rendus aux populations. Ces deux interventions oeuvrent pour une approche fondée sur les droits humains.

6.3 Autres synergies et complémentarité

Le Programme bilatéral Mali s'exécute dans une approche territoriale à travers trois interventions sectorielles dans les domaines de l'élevage, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'eau / assainissement et une intervention sur le renforcement des capacités d'institutions et acteurs de la société civile jouant un rôle clé dans les domaines précités.

A travers la Commune de Koulikoro et le Conseil Régional de Koulikoro qui assurent la tutelle technique du PEPAK, des relations de synergies et de complémentarités avec tous les autres projets "Eau et Assainissement" intervenant dans la Région l'occasion est offerte pour évoluer ensemble dans une dynamique de Gestion Intégrée des ressources en eau dans le respect de l'environnement et de développement durable.

7.1. Environnement et changement climatique

Pour ce qui concerne l'environnement et le changement climatique, en 2019 aucune infrastructure d'eau potable et d'assainissement n'a été réalisée par l'intervention, donc, on peut déduire qu'aucune action concrète qui peut illustrer la prise en compte de cette thématique liée à la réalisation des points d'eau potable et d'assainissement n'a pas été atteinte par l'intervention.

La vision de la politique environnementale du Mali est de faire de l'économie verte et résiliente aux changements climatiques une priorité, au travers des interventions portant sur la foresterie, l'agriculture intelligente, les énergies renouvelables, les ressources en eau et les ressources pastorales. Dans ce cadre, pour les années à venir (2020, 2021 et 2022), l'intervention veillera à promouvoir :

- *Une gestion concertée des ressources entre usagers ;*
- *Une répartition rationnelle des points d'eau pour réduire la surexploitation de la ressource et le surpâturage autour des points d'eau ;*
- *Une réduction de mauvaises pratiques en assainissement en vue d'améliorer la gestion des eaux usées, vectrices de maladies hydriques ;*
- *L'emploi prioritaire de l'énergie solaire pour les adductions d'eau ;*
- *Le traitement des boues de vidange en vue de la production d'engrais naturels*
- *L'utilisation des matériaux locaux.*

7.1 Genre

Le Genre est une thématique transversale à la mise en œuvre du PEPAK qui fait l'objet d'une attention particulière. Pendant les tranches venir (2020, 2021 et 2022), l'intervention se penchera sur la promotion de la participation des femmes aux prises de décisions communautaires avec la mise en œuvre d'actions ayant pour objectif la réduction des écarts de pouvoirs de décision pour la gestion des équipements et des services sociaux.

Par ailleurs, la représentativité des femmes dans les structures de gestion des réseaux d'AES/AEP (renforcement du rôle social des femmes) et au sein des comités de gestion des latrines sera respectée et des indicateurs mesurables seront observés.

7.2 Digitalisation

L'année 2019 a été entièrement consacrée au démarrage de l'intervention PEPAK, via la mise en œuvre des activités préalables qui concourent à l'atteinte de ce résultat. Donc, en résumé, aucune action concrète qui peut illustrer la prise en compte de cette thématique n'a pas évoluée.

Pendant les tranches à venir (2020, 2021 et 2022), l'intervention favorisera la gestion digitalisée des informations pour optimiser la gestion, le monitoring et le partage d'informations. L'intervention veillera activement à l'utilisation des mécanismes et outils digitaux appropriés (SIG, smartphone, monitoring à distance) relatifs aux domaines de l'eau/assainissement, l'énergie renouvelable, l'environnement, etc.

Par ailleurs, l'intervention mènera aussi de manière transversale un ensemble d'actions destinées à réduire la fracture numérique et à valoriser le potentiel de ces nouvelles technologies, par exemple dans les actions suivantes :

- *Collecte, suivi et traitement des données relatives à l'évolution des interventions mises en œuvre pendant et après travaux ;*
- *Collecte d'informations relatives aux équipements en E&A des centres, géolocalisation GPS des infrastructures et points d'eau (cartographie) et transmission de ces données sous forme compatible avec les bases de données nationales existantes (SIGMA p.ex.).*

7.3 Emplois décents

Il est prématuré de se prononcer sur la création ou la promotion d'emplois décents dans le cadre de la mise en œuvre du PEPAK. Au cours de sa phase de croisière de mise en œuvre il est envisageable que la réalisation d'infrastructures d'eau et d'assainissement génèrent la créations d'emplois temporaires et permanents pour leurs réalisation et leurs gestion durables. L'attention des prestataires de services, des structures de gestion et des promoteurs de chaîne de valeur boue de vidange sur leurs obligations en matière de respect des droits humains en général et du travail décent en particulier.

8 Leçons apprises

En termes de leçons apprises, on peut noter :

Lecon1 : *L'importance d'impliquer les membres du comité technique et de suivi, (compose des services techniques de l'état (DRH, DRACPN, CRK, Mairie de la ville, la société civile) tout au long de la mise en œuvre de l'intervention :*

La collaboration avec les services techniques de l'état (DNH et DRACPN), la société civile, la mairie de Koulikoro et le conseil régional de Koulikoro tout au long de la mise en œuvre des activités de l'intervention a été mené de façon efficace et cohérente et a fortement facilité l'atteinte des produits obtenus. De façon générale, l'implication des services techniques de l'état permet de garantir la durabilité des ouvrages après le projet et leur appropriation.

Lecon2 : *L'assainissement en milieu semi urbain et urbain est un véritable challenge pour la ville de Koulikoro qui ne bénéficie pas encore de retours d'expérience suffisant :*

La pression démographique croissante, le manque d'infrastructures d'assainissement adéquate et un secteur moins attrayant pour les partenaires techniques et financiers sont les principales difficultés que la commune traverse aujourd'hui. Il est impératif de penser et de développer des technologies adaptées au contexte tant architectural qu'environnemental et même socio-économique qui semble être une approche pertinente pour relever ce défi, mais à condition d'une gouvernance forte et crédible des autorités communales. Tout cela devra passer par l'amélioration du cadre juridique du secteur.

Lecon3 : *les synergies, complémentarités et partage d'expérience contribuent à l'amélioration des résultats ainsi qu'à la pérennisation des acquis d'un projet*

Les synergies et le partage d'expériences contribuent à l'amélioration des résultats ainsi qu'à la pérennisation des acquis d'un projet mais cela prend du temps à se mettre en place. Par la suite, l'intervention concentrera ses efforts à la poursuite de la synergie initiée par l'intervention AREPK et développera d'autres en termes de renforcement de capacité des acteurs locaux. L'intervention

pourra répondre à des demandes précises d'autres ACNG (ONG) pour autant qu'elles démontrent une réelle motivation.

Pour ce qui est de la collaboration avec les institutions de l'état (administration, DRH, DRACPN), les collectivités (mairie et conseil régional) et la société civile, la présence des membres du CTS au sein de l'équipe technique pourra être une porte d'entrée et une occasion pour réaliser du plaidoyer de haut niveau dans le secteur de l'Assainissement au Mali, notamment en relation avec la Gestion des boues de vidange et la valorisation des sous-produits.

Leçon 4 : La situation sécuritaire

Les problèmes sécuritaires dans une région ne doivent pas empêcher l'intervention PEPAK à réaliser ces activités pour autant que les risques sont maîtrisés.

8.1 Les succès

Les succès enregistrés au cours de la période de rapportage par l'intervention ont trait :

- *Démarrage effectif du projet avec le recrutement de tout le personnel ;*
- *Appui et accompagnement des membres du comité technique et de suivi, (compose des services techniques de l'état (DRH, DRACPN, CRK, Mairie de la ville, la société civile) dans la mise en œuvre des activités de l'intervention ;*
- *Bonne collaboration et une meilleure implication des membres du CTS dans la mise en œuvre de l'intervention ;*
- *Existence et exploitation d'un Plan Stratégique d'Assainissement (PSA) pour la ville de Koulikoro ;*
- *Tenue du premier comité de pilotage avec la participation de toutes les parties prenantes ;*
- *Tenue et validation du rapport cadre de suivi-évaluation des résultats du PEPAK ;*
- *Tenue de la mission d'expertise internationale du siège pour apporter un appui technique à l'équipe d'intervention sur le volet assainissement.*

8.2 Les défis

Les difficultés ou statu quo rencontrés dans la mise en œuvre de l'intervention ont principalement porté sur :

- *La mise en place de l'équipe du projet est intervenue tardivement (mai à décembre) à cause des contraintes multiples (grille salariale notamment) qui a amené l'Unité de Coordination et la Représentation à trouver d'autres alternatives ;*
- *La grille salariale peu incitative pour recruter des IM national, ATN seniors, ATN Marché public / gestion de subsides et autres personnels de soutien. Cette situation se traduit par des vacances de postes se traduisant par une augmentation des cumuls de fonction du Manager de programme, RAFI ;*
- *L'incidence de la situation sécuritaire sur les interventions doit être une réalité à prendre en compte dans le bon fonctionnement du dispositif de mise en œuvre et dans la réalisation des planifications opérationnelles et financières réalistes et moins optimistes*

Les mesures correctives proposées à ces difficultés ont porté sur :

- (i) Assurer et améliorer la performance budgétaire d'ici fin 2019 à travers une réalisation des marchés publics / travaux / investissements importants ainsi que les conventions de subsides (avec décaissement encore en 2019) ;
- (ii) Apporter un appui technique aux différentes unités d'intervention en matière de contractualisation ;
- (iii) Pourvoir rapidement aux postes vacants :
 - ATN Marché public
 - IM PEPAK
- (iv) Renforcer les fonctions de support en recrutant un comptable supplémentaire
- (v) Rendre le Programme bilatéral attrayant pour les personnes à recruter :
 - Actualiser la grille salariale

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

Plusieurs questions d'apprentissage stratégique (7 au total) ont été identifiées et approuvées dans le document cadre de suivi-évaluation du PEPAK approuvé par le comité de pilotage en sa première session ordinaire, tenue le 31 octobre 2019.

Au cours de l'année 2019, aucune de ces questions n'a fait l'objet d'aucun suivi pour la simple raison que le PEPAK est dans sa phase de démarrage. Cependant, des recherches actions prioritaires sont préconisées et un plan de leur mise en œuvre est également consigné dans le document cadre de suivi-évaluation. Ce plan de mise en œuvre de ces recherches actions est le suivant :

Actions	Responsable	Services/personnes impliquées	Source de financement	Période		
				2020	2021	2022
Baromètre de satisfaction	Enabel	DRH/DRACPN/Mairie/Conseil régional/UCP	Enabel		X	X
La journée de l'eau potable, de l'hygiène et de l'assainissement	CT	Les autres acteurs/Enabel	Enabel (pdt le projet) et CT/Autres partenaires à chercher (après le projet)		X	X
Ateliers bilan annuel	CT	Les autres acteurs/Enabel	Enabel (pdt le projet) et CT/Autres partenaires à chercher (après le projet)		X	X
Visites d'échanges entre les AUEP	CT	Les autres acteurs/Enabel	Enabel (pdt le projet) et CT/Autres partenaires à chercher (après le projet)		X	X

8.4 Synthèse des enseignements tirés

La synthèse des leçons apprises est reprise dans le tableau ainsi que le public cible potentiellement intéressé par l'enseignement tiré.

Enseignements tirés	Public cible
L'importance d'impliquer les membres du comité technique et de suivi, (compose des services techniques de l'état (DRH, DRACPN, CRK, Mairie de la ville, la société civile) tout au long de la mise en œuvre de l'intervention :	Intervention, Portefeuille pays
L'assainissement en milieu semi urbain et urbain est un véritable challenge pour la ville de Koulikoro qui ne bénéficie pas encore de retours d'expérience suffisant :	Intervention, Portefeuille pays
Les synergies, les complémentarités et le partage d'expérience contribuent à l'amélioration des résultats ainsi qu'à la pérennisation des acquis d'un projet	Intervention, Portefeuille pays

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Au cours de la période sous observation, un atelier participatif d'actualisation du cadre de suivi-évaluation du PEPAK a permis de clarifier et d'explicitier la théorie de changement du PEPAK tout en cernant tous les changements visés par niveau (sphères de contrôle, d'influence et d'intérêt).

Au cours de cet atelier, plusieurs modifications ont été apportées à la logique d'intervention à l'unanimité avec les parties prenantes. Les raisons qui ont motivé ces modifications majeures sont, entre autres :

- *L'atelier a jugé que les deux résultats initiaux consignés dans le DTF sont trop larges, redondant avec l'objectif spécifique et s'apparentent davantage à des composantes majeures du PEPAK qu'à des résultats tangibles et précis ;*
- *L'équipe opérationnelle et les parties prenantes, juste après le démarrage du PEPAK, se sont procurés d'un document d'une étude existante (PSA) sur la gestion des déchets liquides dans la commune urbaine de Koulikoro qui leur a permis d'avoir une meilleure connaissance des besoins et opportunités d'assainissement de la ville de Koulikoro. Il faut rappeler que ce document n'était pas disponible au moment de la formulation du DTF.*

Sur la base de tout ce qui précède, la logique d'intervention est passée de deux résultats à six résultats comme indiqué dans le tableau ci-après :

Anciens Résultats (DTF)	Nouveaux Résultats (Cadre de suivi-évaluation)
L'approvisionnement en eau potable des populations de 13 centres secondaires ruraux et semi-urbain est amélioré durablement	Résultat 1 : La desserte en eau potable pour les populations des 13 centres ruraux et semi-urbains est améliorée
	Résultat 2 : Une gestion inclusive et pérenne du service public de l'eau est assurée au niveau des centres bénéficiaires de système d'AEP, dans le respect des fonctions des communes, des AUEP, des opérateurs privés et des autorités de régulation
L'accès des populations de la ville et des centres secondaire de Koulikoro aux infrastructures d'assainissement collectif est renforcé	Résultat 3 : les conditions d'hygiène et d'assainissement des populations de 13 centres secondaires sont améliorées grâce à la mise en place de latrines communautaires fonctionnelles
	Résultat 4 : Des infrastructures collectives de gestion des excréments et gadoues sont mises en place par la Commune Urbaine de Koulikoro en cohérence avec son PDSEC
	Résultat 5 : une gestion inclusive et pérenne du service public

	d'assainissement collectif des boues de vidange de la Commune Urbaine de Koulikoro est assurée dans le respect de la maîtrise d'ouvrage locale, du rôle des usagers et autorités de régulation.
	Résultat 6 : Une filière d'assainissement des déchets liquides, structurée et renforcée, facilite la collecte, le transport, l'évacuation et la valorisation des boues de vidange de la ville de Koulikoro

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et leur suivi

Décision à prendre			Action		Suivi	
Décision à prendre	Période d'identification	Source	Action(s)	Resp.	Date limite	Statut
Accélérer les procédures de passation des marchés pour recrutement des bureaux et des entreprises	31/10/2019	Comité de pilotage	Finalisation des différents TDR et élaboration de CSC	N/A	31/03/2020	En cours
Remplacer dans la matrice de suivi l'indice de pauvreté par le nombre de personnes pauvres si les données existent	31/10/2019	Comité de pilotage	Prise de contact avec la DRPSIAP et Revu documentaire	N/A	30/11/2019	En cours
Faire une étude de base pour renseigner les valeurs de base de certains indicateurs qui n'ont pas été renseignés dans la matrice de suivi évaluation	31/10/2019	Comité de pilotage	Etudes socio-économique et complémentaires	N/A	31/03/2020	En cours
Procéder rapidement au recrutement d'un ATN Assainissement	31/10/2019	Comité de pilotage	TDR lancé	N/A	30/11/2019	Accompli
Définir et mobiliser la contrepartie Malienne, du financement du projet PEPAK	31/10/2019	Comité de pilotage	Prise de contact avec la CPS pour l'inscription du PEPAK dans le répertoire des projets et dans le CHA	N/A	30/11/2019	En cours

				Elaboration d'un document retraçant la répartition du montant de la contrepartie (ne devant pas dépasser les 10 % du budget global) Entre les activités d'investissements identifiées	N/A	30/11/2019	Document élaboré avec l'appui du Responsable national AREPK et du responsable CEDI.	Accompli
Approfondir les réflexions et faire une simulation de la prise en charge du secrétaire sur la période du projet concernant la demande de recrutement d'un secrétaire pour l'unité de gestion du PEPAK d'ici la seconde session qui le tranchera	31/10/2019	Comité de pilotage	Procéder à une simulation de la prise en charge d'un secrétaire sur la durée du projet	N/A	30/11/2019	Simulation effectuée en tenant compte des modifications budgétaires nécessaires à opérer pour l'acquisition de matériels et équipements nécessaires au bon fonctionnement de l'équipe opérationnelle..	Accompli	
Le Comité de Pilotage instruit à Enabel (partie belge) d'approfondir les réflexions sur le paiement du montant de l'indemnité du Responsable National, conformément au DTF du PEPAK, annexe de la convention spécifique	31/10/2019	Comité de pilotage	Séance de travail avec l'UCP/RR /MATD sur le paiement de l'indemnité du responsable national conformément au DTF	N/A	31/12/2019	Les réflexions approfondies d'Enabel l'amène à rester conforme au cadre légal du DTF qui dispose que : « Enabel assume la responsabilité financière, opérationnelle et administrative de l'entière des fonds belges du PEPAK. En effet Enabel octroie des indemnités aux responsable national d'un projet conformément à ses normes et procédures. Il perçoit le montant prévu à cet effet. Le montant inscrit dans le budget du DTF concerne le cas de nomination par le MATD d'un Responsable National pour PEPAK et IRC envisagé au départ.. Mais Au cours démarrage du PEPAK, il a	Prévu	

								été jugé plus pertinent de renforcer le rôle du niveau régional en nommant le Responsable du PEPAK à travers une mise à disposition d'un cadre de la DRH par le Gouvernorat. Logiquement Enabel accorde des indemnités au Responsable national du PEPAK des indemnités qui corresponde à sa responsabilité dans la coordination d'un seul projet et non de deux projets comme c'est le cas pour le Responsable National du Programme sectoriel CEDL.	
--	--	--	--	--	--	--	--	---	--

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

Les réorientations stratégiques envisagées par l'intervention portent sur l'amélioration de la performance budgétaire en 2020 (2 415 278 Euro) à travers une réalisation des marchés publics / travaux / investissements/importants/octroi direct ainsi que les conventions de subsides, via un plan de passation de marche bien stricte avec des délais assez raisonnable en vue d'atteindre les résultats attendus.

9.4 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Soumettre un projet de modification budgétaire au comité de pilotage relatif pour amendement	PEPAK	Q1 2020
Envisager une procédure d'octroi direct de subsides avec SOMAPEP / SOMAGEP pour l'extension de l'alimentation en eau de la ville de Nara / branchements sociaux à partir du forage pastoral (débit exceptionnel de 50 m3 dans cette zone)	PEPAK	Q3 2020
Renforcer les capacités organisationnelles des services locaux d'eau / assainissement et brigade d'assainissement de la ville (logistique, équipement, police sanitaire, cartographie des sites insalubres à prendre en compte dans la filière de déchet liquides)	PEPAK	Q4 2020
Elaborer un plan de passation des marchés avec des délais d'exécution strict à respecter par tous	Enabel	Qn 2020

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

Pour chacun des critères (Pertinence, Efficience, Efficacité et Durabilité potentielle), plusieurs sous-critères et des assertions relatives à ces derniers ont été formulés. En choisissant la formulation qui correspond le mieux à votre intervention (ajouter un « X » pour choisir une formulation), vous pouvez calculer la note totale applicable à ce critère spécifique (voir infra pour les instructions de calcul).

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D					
Évaluation de la PERTINENCE : note totale		A	B	C	D
		X			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
X	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
X	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale		A	B	C	D
			X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?					
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.			
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.			
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.			
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.			
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?					
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.			
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.			
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.			
X	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.			
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?					
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcome planifiés.			
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.			
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.			
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.			

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N

Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A', pas de 'C' ni de 'D' = A ; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C', pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D

Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale		A	B	C	D
			X		

3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?		
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?		
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A ; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		X		
4.1 Durabilité financière/économique ?				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		

	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?		
X	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.
	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?		
	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.
X	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.
	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

Inclure le cadre logique et/ou la théorie de changement mis à jour s'il/elle a connu de profonds changements au cours des 12 derniers mois. Par changements importants, il faut comprendre : des changements intervenus dans la formulation de résultats, de nouveaux indicateurs, des indicateurs adaptés ou supprimés.

10.2.1. Cadre logique initial

Rapport des résultats

Objectif Global							
Contribuer aux ODD #3 et #6 de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la santé des populations des centres ruraux et semi-urbains dans la région de Koulikoro, par un service public de l'eau et de l'assainissement durable.							
Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Sources	Méthode de collecte	Fréquence	Responsabilité de la collecte	Hypothèses
Indicateur n°1 Indice de la pauvreté	44,1%	43%	Rapport statistique du Système d'information Régional DRSIAP	Analyse documentaire	Annuelle	INSTAT	L'ensemble des autres paramètres entrant dans le calcul de l'indice de pauvreté reste constant
Indicateur n°2 Nombre de cas de diarrhée hors choléra par an	45.255	44.300	Annuaire SLIS	Analyse documentaire	Annuelle	Direction Régionale de la Santé Koulikoro	- Le nombre de cas de diarrhée d'origine non-hydrique reste constant - L'ensemble des nouveaux réseaux soient opérationnels pendant au moins un an - Les populations utilisent exclusivement les nouveaux réseaux d'AES/AEP

Objectif Spécifique

l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations de la ville de Koulikoro et des centres ruraux et semi-urbains de la région sont améliorés durablement.

Indicateurs	Valeurs de référence	Valeurs cibles	Sources	Méthode de collecte	Fréquence	Responsabilité	Hypothèses
Indicateur n°3 Taux d'accès à l'eau potable dans les centres concernés par PEPAK	0% à 86% selon les cas (Voir détail en annexe)	100%	Base de données SIGMA / DRH	Analyse des rapports DRH	Annuelle	Direction Régionale Hydraulique	
Indicateur n°4 Nombre d'ouvrages d'assainissement collectifs accessibles dans les nouveaux réseaux	47	60	Rapport DRH et DRSIAP	Analyse documentaire	Annuelle	DRACPN	

Résultat n°1

L'approvisionnement en eau potable des populations de 13 centres secondaires ruraux et semi-urbain est amélioré durablement

Indicateurs	Valeur de référence	Valeur cible	Sources	Méthode de collecte	Fréquence	Responsabilité	Hypothèses
Indicateur n°5 : Nombre d'AEP / AES fonctionnelles	0	13	Rapports DRH	Enquête	annuelle	DRH	- Les ressources hydriques sont disponibles - Le budget prévu est suffisant pour la réalisation de 13 réseaux - Les problèmes de foncier ont été réglés sans retard particulier - Les travaux sont réalisés suivant le chronogramme et sont de bonne qualité
Indicateur n°6 : Nombre de comités de gestion d'AEP / AES fonctionnels	0	13	Rapports PEPAK	Enquête	annuelle	DRH	- les populations bénéficiaires sont sensibilisées à la bonne gestion de l'eau - Nbre suffisant de personnes intéressées par la gestion de l'eau - Niveau suffisant d'instruction des personnes intéressées par faire partie des comités de gestion - Les comités de gestion sont accompagnés régulièrement - Les femmes soient sensibilisées à la nécessité d'être représentée dans les comités de gestion
Indicateur n°7 : Taux de représentativité des femmes au sein des comités de gestion	ND	30%	Rapports PEPAK	Enquête	annuelle	PEPAK	

crés au niveau des AEP/AES									
Indicateur n°8 :									
Nombre de jours par an pendant lesquels le réseau AEP / AES est indisponible	365 jours	15 jour max.	Rapport de suivi /évaluation PEPAK	Suivi opérationnel	annuelle	PEPAK			• Nombre suffisant de femmes instruites intéressées par la gestion de l'eau • Les études techniques ont été bien réalisées • Les travaux ont fait l'objet d'un suivi régulier et rigoureux • La matériaux et équipements mis en œuvre sont de bonne qualité • Les revenus de la vente d'eau soient affectés à l'entretien et aux réparations des réseaux • La gestionnaire du réseau est réactif en cas de problème • Les fournitures d'entretien courant sont disponibles sur le marché local et un stock existe chez le gestionnaire du réseau • L'accompagnement du gestionnaire est efficace (STEEFI, DRH)

R2 : L'accès des populations de la ville et des centres secondaire de Koulikoro aux infrastructures d'assainissement collectif est renforcé							
Indicateurs	Valeur référence	Valeur cible	Sources	Méthode de collecte	Fréquence	Responsable	Hypothèses
Indicateur n°9 : Nombre de latrines communautaires fonctionnelles dans la ville de Koulikoro	35	50	Rapport Maire et DRACPN	Analyse documentaire	annuelle	PEPAK	- Les latrines communautaires existantes dans la ville de Koulikoro restent fonctionnelles - Les nouvelles latrines soient construites suivant les règles de l'art - Les nouvelles latrines fassent l'objet d'une gestion soit par l'institution bénéficiaire, soit par une gestion déléguée
Indicateur n°10 Nombre de station de boue de vidange répondant aux normes environnementales et sanitaires	0	1	Rapport Maire et DRACPN	Analyse documentaire	annuelle	PEPAK	La parcelle attribuée pour la STEU est toujours disponible
Indicateur n°11 Volume de boue traité par an	0	2000 m ³	Rapport Maire / DRACPN	Analyse documentaire	annuelle	PEPAK	- Les prévisions de volume données par les vidangeurs sont conformes à la réalité - Le supplément de prix demandé aux clients pour la collecte des boues ne détourne pas les clients vers des vidangeurs peu

								scrupuleux et n'utilisant pas la STBV
Indicateur n°12 Volume des sous – produits valorisés par la STBV	0	100 m3 (fraction sèche)	Rapport Maire / DRACPN	Analyse documentaire	annuelle	PEPAK	• Les études préalables doivent montrer l'intérêt des agriculteurs à l'utilisation des sous-produits • Les boues traitées doivent être suffisamment hygiénisées pour une utilisation en agriculture • Une stratégie commerciale doit être mise en œuvre pour la valorisation des sous-produits • Une communication adaptée est réalisée vers les futurs clients • Le projet dispose de suffisamment de temps pour avoir le recul nécessaire sur le volume des sous-produits	
Indicateur n° 13 Nombre de vidangeurs formés à la réglementation et à la collecte hygiénique	0	10	Rapport Maire / DRACPN	Analyse documentaire	annuelle	PEPAK	• Les vidangeurs se montrent intéressés par une formation • les vidangeurs acceptent de consacrer du temps pour leur formation	
Indicateur n°14 Nombre de séances de formations organisées à l'intention des gestionnaires de la STBV et vidangeurs sur les techniques de	0	5	Rapport Maire / DRACPN	Analyse documentaire	annuelle	PEPAK	• Une expertise en valorisation des sous-produits de STBV est disponible et mobilisée • Les vidangeurs sont intéressés par s'impliquer dans la recherche et la mise en place d'une valorisation des boues traitées • les revenus de la valorisation des boues justifient les efforts à réaliser	

valorisation des boues de vidanges							• une demande pour l'utilisation des sous-produits doit exister • le prix de vente des sous-produits doit être suffisamment compétitif par rapport à d'autres types d'amendement • la qualité environnementale des sous-produits doit être compatible avec une utilisation en agriculture
------------------------------------	--	--	--	--	--	--	---

10.2.2. Cadre logique révisé

Annexe : Cadre logique des indicateurs (PILOT)

MLI1805311 - Projet d'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans la région de Koulikoro				
	Valeur baseline	2019		2022
		Cible, année de rapportage	Valeur année de rapportage	Valeur cible
Contribuer aux ODD #3 et #6 de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la santé des populations des centres ruraux et semi-urbains dans la région de Koulikoro, par un service public de l'eau et de l'assainissement durable				
MLI1805311 Indice de la pauvreté (%)	45	43	43	40
MLI1805311 Nombre de cas de diarrhée hors choléra par an (nombre)	45 541	45 541	45 541	44 300
L'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour les populations de la ville de Koulikoro et des centres ruraux et semi-urbains de la région sont améliorés durablement.				
MLI1805311 Niveau de satisfaction des populations des 13 centres ruraux et semi-urbains et de la ville de Koulikoro par rapport à l'accès à l'Eau Potable et à l'assainissement	Insatisfait	Insatisfait	Insatisfait	Satisfait
MLI1805311 Nombre de personnes ayant accès à l'Assainissement adéquat dans les 13 centres ruraux et semi-urbains et dans la ville de Koulikoro. (nombre)				53 000
MLI1805311 Taux d'accès à l'eau potable des populations dans les 13 centres ruraux et semi-urbains ciblés par le projet (%)	60	60	60	100
La desserte en eau potable pour les populations des 13 centres ruraux et semi-urbains est améliorée.				
MLI1805311 Nombre d'AEP / AES fonctionnelles (nombre)	0	0	0	13
MLI1805311 Nombre de pompes doseuses fonctionnelles (nombre)	0	0	0	13
MLI1805311 Nombre de test de potabilité effectué par centre par an (nombre)	0	0	0	2
Une gestion inclusive et pérenne du service public de l'eau est assurée au niveau des centres bénéficiaires de système d'AEP, dans le respect des fonctions des communes, des AUEP, des opérateurs privés et des autorités de régulation.				
MLI1805311 Existence de cadre de concertation périodique (semestriel) fonctionnel entre les acteurs/partenaires	NON	NON	NON	OUI

MLI1805311 Nombre d'AUEP/Délégataires privés d'AEP/AES fonctionnelles (nombre)	0	0	0	13
MLI1805311 Nombre de contrats de délégation de service public de l'eau potable signés entre la commune et les autres acteurs de l'eau (nombre)	0	0	0	13
MLI1805311 Taux de représentativité des femmes au sein des instances de prises de décisions et de gestion (AUEP, Délégué privé) au niveau des AEP/AES (nombre)	0	0	0	30
Les conditions d'hygiène et d'assainissement des populations de 13 centres secondaires sont améliorées grâce à la mise en place de latrines communautaires fonctionnelles.				
MLI1805311 Nombre d'usagers des latrines formés et sensibilisés sur les bonnes pratiques en matière d'hygiène/d'assainissement (nombre)	0	0	0	91
MLI1805311 Nombre de latrines communautaires (3 blocs) fonctionnelles dans les 13 centres bénéficiaires d'AEP/AES, prenant en compte le genre (nombre)	47	47	47	86
Des infrastructures collectives de gestion des excréta et gadoues sont mises en place par la Commune Urbaine de Koulikoro en cohérence avec son PDSEC.				
MLI1805311 Nombre de latrines communautaires fonctionnelles dans la ville de Koulikoro prenant en compte le genre (nombre)	35	35	35	50
MLI1805311 Nombre de station de boue de vidange répondant aux normes environnementales et sanitaires (nombre)	0	0	0	1
Une gestion inclusive et pérenne du service public d'assainissement collectif des boues de vidange de la Commune Urbaine de Koulikoro est assurée dans le respect de la maîtrise d'ouvrage locale, du rôle des usagers et autorités de régulation.				
MLI1805311 Existence d'une convention de délégation de gestion signée entre le maître d'ouvrage et le gestionnaire de la STBV	NON	NON	NON	OUI
MLI1805311 Existence de services publics communaux fonctionnels en matière de voirie, hygiène et assainissement	NON	OUI	OUI	OUI
MLI1805311 Taux d'exécution du Plan de Gestion environnementale et sociale (PGES) de la STBV	0	0	0	60
MLI1805311 Volume de boue traitée par an (mètre cube)	0	0	0	2 000
MLI1805311 Volume des sous-produits valorisés par la STBV (mètre cube)	0	0	0	100
Une filière d'assainissement des déchets liquides, structurée et renforcée, facilite la collecte, le transport, l'évacuation et la				

valorisation des boues de vidange de la ville de Koulikoro.				
MLI1805311 Existence d'un changement de comportement favorable à l'hygiène et à l'assainissement	NON	NON	NON	OUI
MLI1805311 Existence de cadre de concertation périodique formel et fonctionnel entre les acteurs de la filière	NON	NON	NON	OUI
MLI1805311 Existence d'une filière de boue de vidange fonctionnelle	NON	NON	NON	OUI
MLI1805311 Nombre de conventions de délégation de gestion signées entre le maître d'ouvrage et les autres prestataires (nombre)	0	0	0	2
MLI1805311 Nombre de conventions signées entre les acteurs de la filière (nombre)	0	0	0	4
MLI1805311 Nombre de vidangeurs formés à la réglementation et à la collecte hygiénique (nombre)	0	0	0	20

10.3 Fiches de suivi de processus de changement (optionnel)

Fiches de suivi à utiliser dans le cadre d'une démarche réflexive en cours ou une démarche de recherche-action explicite utilisée par l'intervention (voir guide gestion du contenu).

Titre Output 1 Quelle est l'hypothèse de travail (1 phrase) qui donne l'orientation pour arriver à l'outcome intermédiaire ? La qualité des services publics d'eau et d'assainissement des populations de la Région de Koulikoro sont rendus par des collectivités territoriales par la réalisation d'infrastructures adaptées et leurs gestion durables grâce à la responsabilisation des usagers et un comportement des bénéficiaires finaux Est-ce que la Théorie de Changement (modèle, principes, valeurs) sous-jacente à l'hypothèse de travail a été développée d'une façon explicite ? ☐ Non ☒ Oui ☐ Changements majeurs apportés au Toc durant l'année ? Si oui : lesquels ? (Éventuellement ToC modifiée en annexe) : Schéma et narratif
Quelles ont été les décisions majeures prises durant l'année pour réaliser le changement sur base de l'hypothèse de travail, et leur justification ? ☐ Décision 1 : ☐ Justification Décision 1 : ☐ Décision 2 : ☐ Justification Décision 2 : Très tôt pour se prononcer
Y-a-t-il eu des opportunités dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont facilité le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ? Il est prématuré de se prononcer à cet effet.
Y-a-t-il eu des contraintes majeures dans le contexte (spécifiquement en lien avec le résultat) qui ont influencé négativement faciliter le processus de changement et l'atteinte de l'outcome intermédiaire ? idem
Le processus de changement (recherche-action) a-t-il été documenté ? ☒ Non ☐ Oui Si oui, sous quelle forme ?
Y-a-t-il eu une communication par rapport au processus de changement documenté ? ☒ Non ☐ Oui Si oui, sous quelle forme ?

10.4 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
Planning de la MTR (enregistrement du rapport)	Non
Planning de l'ETR (enregistrement du rapport)	Sans objet
Missions de backstopping depuis le 01/01/2012	1

10.5 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Fournir le rapport « Budget versus Actuels (y – m) » (il peut simplement être joint au présent document et ne doit pas faire partie du rapport en tant que tel).

10.6 Ressources en termes de communication

Dans la présente annexe optionnelle, les interventions devraient mentionner tout le matériel disponible (articles, livres, vidéos, etc.) relatif aux effets de l'intervention sur les bénéficiaires, en ce compris des études, des rapports de capitalisation ou encore des publications (scientifiques). Le recours à du matériel utilisant des méthodes centrées sur les bénéficiaires est grandement apprécié (« story telling »...). Indiquez également les documents, publications en lien avec l'apprentissage stratégique.